

Newsletter N°12

Mars 2019

Table of Contents

Editorial	1
Economie	2
Analyse de 2018 / Quelles sont les causes de la stagnation de l'économie cubaine ?	2
Politique monétaire	3
Investissements étrangers / Tendances	4
Projets d'investissements	5
<i>Sunrise Airways</i>	5
<i>Carnival Cruise Line</i>	5
<i>Iberostar investira 35 millions d'euros</i>	5
<i>ViMariel S.A.</i>	5
<i>Scarlet Lady à la Havane</i>	6
<i>Iberostar</i>	6
<i>Newrest Catering Mariel S.A.</i>	6
<i>Marriot</i>	6
<i>Urbas / macro-projet touristique</i>	6
Indicateurs macro-économique 2018	7
Exportations et importations Cuba et la Belgique / 10 ans	8
Importations en Belgique depuis Cuba en 2018	8
Exportations de la Belgique vers Cuba en 2018	8
Foires et salons	9

Editorial

L'année 2018 s'est conclue et les mauvais résultats économiques font entrevoir un horizon complexe pour le gouvernement de Diaz-Canel en 2019.



Dans un contexte économique fragile, des problèmes financiers soutenus, une nécessité urgente pour le Gouvernement cubain de gagner une légitimité basée sur des résultats économiques favorables, la situation financière du pays continue à être délicate et la rupture du programme « Mais Medicos » au Brésil qui élimine une ressource importante de devises ainsi que la mise en marche de l'acte III de la loi Helms-Burton qui punit les investisseurs, sont d'autant de facteurs négatifs pour la plus grande île des Antilles.

L'économie cubaine a rapporté officiellement une croissance de son PIB de 1.2 % en 2018. Académiciens et observateurs n'ont cessé de répéter que pour un développement durable de l'économie il faudrait des taux de croissance annuels de minimum 5 à 6%.

Malgré cela, Cuba a honoré ses compromis financiers avec le Club de Paris en payant un montant supérieur à 70 millions de dollars (la Belgique en fait partie et n'accuse pas de retard de paiement en ce sens). Néanmoins des retards de paiement à des PME se maintiennent toujours et Cuba a mis en place des mécanismes compensatoires pour les sociétés implantées sur le territoire. Pour celles qui n'ont ni couverture à l'exportation ni implantation sur place, la situation est difficile.

Depuis l'année 2011, démarrage officiel de l'« actualisation du modèle économique cubain », le PIB connu une croissance de 2.2 % seulement, ces dernières trois années ce chiffre diminue encore. Nous savons tous qu'une augmentation de la croissance du PIB ne produit pas directement des bénéfices sociaux, nonobstant un consensus au niveau national alerte qu'une croissance tellement basse et soutenue comme celle de 2018 pourrait faire perdre à la population cubaine les garanties sociales encore en place aujourd'hui.

Dans cette édition n. 12 de notre newsletter, nous avons analysé le pourquoi de ces résultats économiques de 2018, les perspectives pour 2019 ainsi que les nouveaux projets d'IED et l'état des relations commerciales avec la Belgique.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Jean-Serge R. Dias de Sousa
Attaché Economique et Commercial

Analyse de 2018 / Quelles sont les causes de la stagnation de l'économie cubaine ?

En premier lieu: les circonstances géopolitiques dans la région, certaines aggravées récemment, impactent négativement sur le développement économique de l'île vu la dépendance extérieure de celui-ci.



Le retour à une politique de ligne dure de la part de l'administration Trump vaporise d'un seul coup le futur prometteur du marché cubain en tant que destination non seulement touristique mais également pour les investissements étrangers. Au-delà de l'impact réel des actions du gouvernement américain sur les voyageurs à destination de Cuba, entraînant une contraction des revenus calculés à au moins 250 millions de dollars, l'impact fondamental réside dans le signal négatif perçu par l'environnement des affaires à La Havane. La perspective d'amélioration bien visible, des relations entre les États-Unis et Cuba promue par Obama, était sans aucun doute l'une des principales motivations pour les investisseurs, compte tenu de la possibilité d'accéder au marché Nord-Américain à partir de productions conjointes sur l'île de Cuba.

En deuxième lieu: l'épouvantable situation politique et économique du Venezuela, principal partenaire commercial de Cuba depuis plus de 10 ans, qui représente environ – seulement en biens - 18% des échanges, ne fait qu'aggraver l'économie de l'île. La crise économique vénézuélienne, dont le PIB a chuté de 15%, freine la croissance des programmes sociaux financés par ce gouvernement et affecte le revenu obtenu par Cuba grâce à la commercialisation de services professionnels, source de compensation directe pour la facture pétrolière. On parle ici de plusieurs milliers de millions de dollars.



Nous devrions également rajouter les phénomènes météorologiques récurrents qui ont affecté le secteur agricole et endommagent gravement les infrastructures. Il s'agit des ouragans de grand impact comme Irma (2017), qui a touché 11 provinces du pays et laissé des pertes estimées à plus de 13 milliards de dollars, et dont les effets dans des secteurs tels que l'agriculture peuvent prendre des années à se redresser. Le pays a également été victime d'une alternance entre sécheresse et pluies extrêmes...

Un autre aspect à prendre en compte est le revirement à droite de plusieurs des anciens alliés politiques en l'Amérique latine, ce qui a entraîné un affaiblissement des projets régionaux tels que l'ALBA. Celui-ci offrait une alternative d'échange régional plus favorable. Le départ des médecins du Brésil (8.000 médecins), par exemple, affecte non seulement les revenus directs des services médicaux, mais également les exportations de produits biopharmaceutiques que ces médecins amenaient avec eux et que Cuba incluait dans sa facture.

Cependant, nous ne pouvons ignorer les déficiences internes associées à ces résultats. Par exemple, le secteur industriel perd rapidement de l'importance dans l'économie cubaine. Au milieu des années 90, il représentait environ 18% du PIB, aujourd'hui à peine 12% (2018).

Les distorsions d'un surdimensionnement de l'économie subventionnée par l'Etat du milieu des années 2000 se répètent peu à peu: 49% des travailleurs actuellement employés dans le secteur public travaillent pour le secteur subventionné (institutions de l'administration publique et services tels que la santé et l'éducation), et seulement 51% de la population au sein de l'entreprise. Les lignes directrices approuvées lors du 6ème Congrès en 2011 ont déjà dénoncé ce fait comme une grande réserve d'inefficacité globale de l'économie nationale.

Les analystes conviennent toutefois que la cause principale de cette léthargie de décélération ou de stagnation est le cercle vicieux économique dans lequel les décideurs politiques semblent se satisfaire. Pour produire il faut des revenus. Et comme l'économie cubaine est très peu complémentaire, une grande partie de ces revenus proviennent des importations. Mais pour pouvoir importer il faut exporter. Et comme Cuba n'exporte pas suffisamment, il n'importe pas suffisamment. Et par conséquent le pays produit peu et accumule peu de capital. Les investissements nationaux sont bas, les niveaux de production également tout comme les exportations. Et le cycle se répète encore et encore.

Dans cet environnement réglementaire macroéconomique très particulier, le fait d'être une économie administrée centralement, qui contrôle directement la quasi-totalité de l'activité économique du pays, devrait donner l'avantage de pouvoir s'adapter rapidement et profondément. Ce système devrait permettre de corriger les voies indésirables, la stagnation ou les déformations structurelles. Cependant, paradoxalement, le mécanisme de fonctionnement en vigueur est en réalité inefficace, la bureaucratie semble prendre le dessus...

Pour favoriser les relations de complémentarité entre tous les agents de l'économie cubaine, il faudrait lutter contre les préjugés établis depuis longtemps, éliminer les suspicions a priori et surtout compter sur une législation rendant ces relations plus transparentes et plus sûres. Or ce n'est pas le cas. L'"environnement commercial" cubain ne favorise pas la société d'Etat efficace et performante à laquelle le pays aspire.

Il n'est pas habituel d'encourager la concurrence entre entreprises d'Etat, au contraire. Et il sera très difficile d'avancer sur la voie de l'innovation et de la productivité sans concurrence.

Politique monétaire



La persistance à Cuba d'un réseau bi-monétaire à taux de change multiples fonctionnant simultanément, entraîne de graves distorsions. Parmi les plus connues, citons les incitations perverses aux importations et les mesures dissuasives pour les exportateurs, ainsi que l'impossibilité de mesurer avec précision les incidents économiques touchant l'ensemble de l'économie, à la fois la rentabilité des entreprises tout comme les indicateurs macroéconomiques. L'unification monétaire et la création d'un taux de change unique devrait - être exécutés dans les meilleurs délais.

Mais pourquoi est-ce si difficile à mettre en place ?

En raison de l'unification des taux de change de CADECA ($1\text{cuc} = 25\text{cup}$) et du taux officiel du secteur des entreprises et des comptes nationaux ($1\text{cup} = 1\text{cuc}$), l'unification monétaire et la création d'un taux de change unique devrait passer par un taux de change intermédiaire.

Ceci impliquerait un processus de dévaluation du taux de change au niveau des entreprises. Si cet effet se transmettait comme il se doit tout au long de la chaîne de valeurs, il aurait un impact significatif sur les prix des biens et des services auxquels le consommateur final est confronté. Par conséquent, l'Etat cubain a besoin de fonds pour soutenir les perdants de ce processus, sans quoi l'impact social pourrait être politiquement dévastateur. En conclusion et selon la tradition politique du pays, il semble que ce ne soit pas la meilleure des circonstances pour accepter le risque.

Cependant, le problème fondamental à l'heure actuelle n'est pas la dualité monétaire ni même la multiplicité des taux de change. Le principal obstacle selon ce poste économique, est l'absence d'une monnaie qui remplisse les fonctions de monnaie, d'argent, dans le secteur des entreprises. Aucune des monnaies, CUC ou CUP ne remplit aujourd'hui la fonction de marchandise équivalente universelle ni de moyen de paiement et de réserve.

En effet, depuis la mise en œuvre du système de dollarisation partielle en 1994 et jusqu'en 2003, les entreprises qui ont réussi à accumuler des devises jouissaient d'une certaine autonomie d'utilisation, compte tenu du mécanisme des budgets des recettes et des dépenses en devises à l'époque. À partir de 2004, avec la sortie totale du dollar de la circulation interne, les autorités n'ont pas éliminé la dualité, elles ont seulement substitué le dollar à un peso convertible cubain (CUC) à un taux approximatif de 1x1. Les entreprises qui négociaient en dollars auparavant nommeraient maintenant leurs comptes en CUC, pour lesquels, pour exiger un paiement à l'extérieur, elles devaient effectuer une opération de change pour les convertir en dollars. Si la règle d'émission de CUC avait été rigoureusement suivie en ce qui concerne le dollar américain, une convertibilité totale entre les deux monnaies aurait dû en principe être garantie à ce taux de change de 1x1. Mais ce ne fut pas et ce n'est pas le cas...



Et ce qui est pour le moins préoccupant aujourd'hui, c'est qu'au lieu d'essayer de nouvelles formules innovantes comme par exemple un taux de change flexible de CADECA (et non pas un taux figé à 25cup = 1cuc) qui pourrait ainsi petit à petit rapprocher la valeur des deux monnaies pour à un moment donné les unifier, les autorités du pays misent encore et encore sur la restriction des importations et lancent des appels politiques pour accroître le contrôle et l'efficacité. Les contrôles et encore les contrôles, et les modèles déjà testés depuis des années ont montré que si bien ils garantissent la survie du système, ils sont totalement inefficaces pour faire sortir l'économie locale de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Investissements étrangers / Tendances

Le Tourisme reste le secteur dans lequel on peut observer un plus grand dynamisme dans la participation d'investissements étrangers directs (IED) aux projets de développement de Cuba. La tendance croissante à l'ouverture de nouveaux couloirs aériens et l'accroissement des compagnies de croisières incluant Cuba dans ses destinations, se maintient. Le nombre de touristes qui ont visité le pays a été calculé à 4.750.000 visiteurs, on remarque néanmoins une diminution des revenus de 250 millions d'USD*. Pour 2019, le Ministère du Tourisme (MINTUR) s'est fixé l'objectif de recevoir 5.1 millions de touristes et une croissance de 17,6% des revenus dépassant ainsi les 3 milliards de dollars.

Rodrigo Malmierca, ministre du Commerce Extérieur et des Investissements Etrangers, a augmenté les actions de communication à l'intérieur et à l'extérieur du pays, offrant des interviews inhabituelles aux médias nationaux, où il a soigneusement abordé les progrès réalisés dans le processus d'attraction des IDE. Il a également effectué des visites officielles au Canada et en Belgique où il a tenu de nombreuses réunions avec des institutions gouvernementales et des entreprises, en compagnie notamment de son excellence l'Ambassadrice de Belgique à Cuba, Madame Jehanne Roccas (à la Chambre de Commerce bruxelloise CBL-ACP). A noter la participation du Ministre Malmierca au Forum de Davos, un événement auquel aucun représentant de Cuba n'avait assisté depuis 10 ans et qui a toujours été considéré par les autorités cubaines comme "le sommet du capitalisme". C'est sans aucun doute un signe du pragmatisme qui s'introduit lentement (mais sûrement) au sein du gouvernement cubain, pragmatisme qui s'impose probablement à cause des conditions difficiles auxquelles le pays est aujourd'hui confronté et les piètres résultats des réformes internes promues.



Iberostar investira 35 millions d'euros

Le directeur général R&D du Ministère du Tourisme (MINTUR), José R. Daniel Alonso, a annoncé que la chaîne hôtelière espagnole Iberostar investira 35 millions d'euros dans la rénovation de l'hôtel Habana Riviera que la chaîne gère depuis quelques années. Monsieur Alonso a également déclaré qu'un financement de 25 millions d'euros sera apporté par le groupe espagnol Meliá, destiné celui-ci à financer la rénovation de l'Hôtel Habana Libre (ancien Habana Hilton). Selon Alonso, ces deux accords ouvrent une nouvelle forme de participation étrangère: les contrats d'administration et de marketing hôtelier avec financement.

Nouvelle ligne de Sunrise Airways

La compagnie aérienne Sunrise Airways a inauguré une nouvelle ligne qui reliera les capitales de Cuba à la République dominicaine. La compagnie garantira deux fréquences hebdomadaires, avec des départs les mercredis et les dimanches.

Premiers voyages de Carnival Cruise Line

Carnival Cruise Line, une compagnie de croisières américaine, a annoncé qu'elle ferait ses premiers voyages à Cuba depuis New York et depuis le port Canaveral en Floride. Cette compagnie qui possède déjà des routes vers Cuba depuis Lauderdale et Tampa, ainsi que de Charleston, aura son premier départ de New York le 21 mai 2020.



ViMariel S.A.

ViMariel S.A., une société à capital 100% vietnamien est premier concessionnaire de la ZEDM (Zone Spéciale de Développement du Mariel). ViMariel a obtenu le permis de construire lui permettant d'exécuter la première phase du parc industriel qui sera construit sur une superficie de 156 hectares. Cette filiale du conglomérat vietnamien Viglacera S.A. a été créée en juillet 2018 pour projeter, investir, construire, gérer et exploiter l'infrastructure et un parc industriel à Mariel.

ViMariel S.A. et la société portugaise EnPromoulds, liée à la production de moules en plastique, ont signé un accord officialisant la décision de l'entité portugaise d'investir dans le parc industriel qui sera développé et administré par la société vietnamienne. En tant que concessionnaire, ViMariel a la possibilité d'attirer des entreprises de divers secteurs prioritaires pour Cuba, tels que la logistique, la biotechnologie, la pharmacie, l'électronique en plus de la fabrication et de la location d'usines standard.



Scarlet Lady à la Havane

Lors de la FIHAV 2018, Tom McAlpin, président de Virgin Voyages, a annoncé que la croisière Scarlet Lady, qui fait partie de la flotte exclusive de la société, inclura La Havane parmi ses nouvelles destinations. Avec une capacité de 2 700 passagers et 150 membres d'équipage supplémentaires, ce sera le plus grand navire à accoster dans le port de La Havane. Cette entité fait partie du géant britannique Virgin Group, dont le CEO Richard Branson s'est rendu à La Havane en novembre 2017.

Iberostar / TOMA

Le groupe italien TOMA a signé un contrat de 80 millions de dollars à La Havane pour la construction de l'hôtel Iberostar à Trinidad. L'investissement sera réalisé par l'Association économique internationale "AEI Trinidad" fondée en 2017 par le groupe italien et la société de construction étatique DINVAI. TOMA qui a son siège dans le nord-est de l'Italie est une société d'entrepreneuriat général, exécutrice de travaux de génie civil, industriel, infrastructures et installations. Par le biais de l'AEI, ils pourront également exécuter les travaux de construction de l'hôtel Meliá Trinidad, dont le contrat a été signé le 5 avril 2018. Le montant total des deux travaux s'élève à environ 140 millions USD, ce qui en fait le plus important contrat jamais attribué à une société italienne à Cuba.

Newrest Catering Mariel S.A

La société Newrest Catering Mariel S.A., à capital 100% espagnol, a été constituée en décembre 2018 en tant qu'utilisateur de la ZED Mariel. Cette entité est une filiale de la société Newrest Group Holding, S.A. et sera consacré à la préparation d'aliments et de boissons destinés aux entreprises, aux restaurants et aux installations, en plus de fournir des services de blanchisserie et de nettoyage. Cette entité sera autorisée à opérer dans le pays pendant 20 ans et desservira quelque 1 600 clients, chiffre qui devrait augmenter pour atteindre à moyen terme, 6 600 clients.

Marriot

Le groupe hôtelier américain Marriot International commencera à gérer l'hôtel Inglaterra situé dans la vieille Havane, en l'intégrant à sa collection de luxe. De ce fait, le nombre d'hôtels gérés par les entreprises américaines s'élève à 2. Auparavant, Sheraton avait occupé le Fifth Avenue Hotel à Miramar, après avoir obtenu une licence du Département du Trésor des États-Unis. Sheraton a été absorbé par Marriot quelques mois plus tard.

Urbas investira 3,5 milliards d'euros dans son macro-projet touristique à Cuba

Après trois années de négociations avec les autorités cubaines, la société espagnole *Urbas Grupo Financiero* a obtenu l'autorisation de construire le projet macro-touristique qu'elle promet depuis 2016. Ce n'est que cette année qu'elle a obtenu l'approbation du ministère du Tourisme.

Urbas créera une coentreprise avec la société publique *CubaGolf* pour la construction du complexe touristique et résidentiel de la péninsule de Pasacaballos, au sud de la ville de Cienfuegos, dont l'investissement total sera d'environ 3,5 milliards d'euros.



Cet investissement s'inscrit dans un plan de développement de 25 ans, divisé en cinq phases, pour lequel *Urbas* recherche déjà des fonds d'investissement avec lesquels il lancera la première étape de 500 millions d'euros. Le projet, baptisé *Rancho Luna-La Milpa*, sera divisé en cinq phases couvrant une superficie de plus de 1 000 hectares. Six hôtels de luxe, cinq terrains de golf, près de 3 400 villas et plus de 10 000 appartements. En outre, il disposera d'un port de plaisance d'une capacité de 400 mégayachts, de centres commerciaux et de loisirs et d'un centre équestre, entre autres installations.

Le directeur de *CubaGolf*, Raudel Garcia, a souligné qu'avec la mise en œuvre progressive de ces projets, le tourisme spécialisé dans le golf aura une nouvelle destination touristique dans les Caraïbes.

Urbas souligne dans la note l'importance de son entrée en Amérique latine dans le cadre de son plan de diversification des marchés, conformément à l'orientation proposée par la société dans sa nouvelle phase.

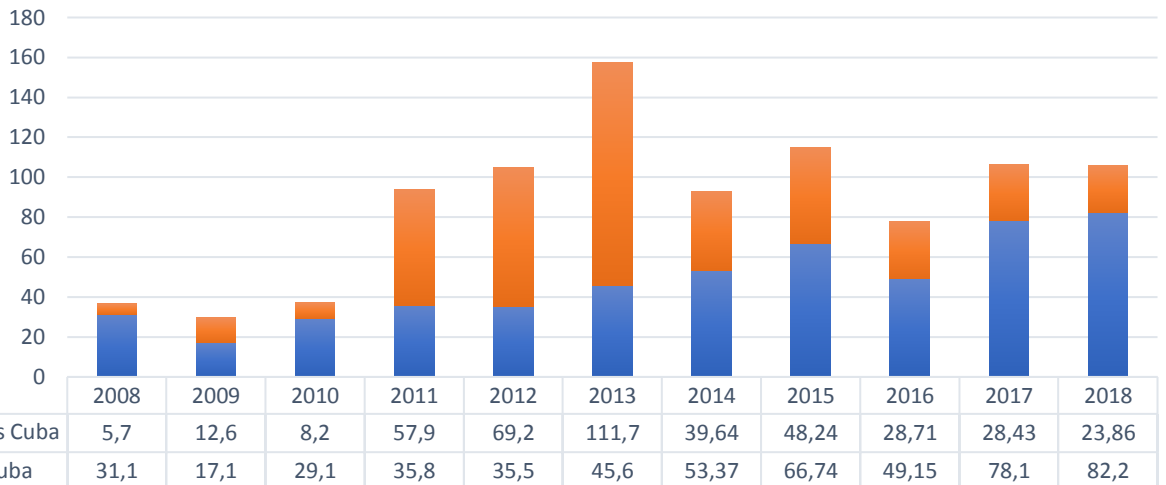
Spécialisé dans la gestion de terrains et la promotion immobilière, *Urbas Grupo Financiero* est coté à la Bourse espagnole depuis 1947 et la valeur actuelle de ses actifs s'élève à 600 millions d'euros.

Indicateurs macro-économique cubains (2018)

Bruto Binnenlands Product (BBP)	Produit Intérieur Brut (PIB)	Stijging/ Croissance de 1,2%
Compartimenten per sector/ compartiments par secteur		
Transport en Communicatie	Transport en Communication	Stijging/ Augmentation de 5,7%
Verwerkende industrie	Industrie de Transformation	Stijging/ Augmentation de 3,7%
Handel	Commerce	Stijging/ Augmentation de 2%
Cultuur en Sport	Culture et Sport	Stijging/ Augmentation de 2,3%
Gezondheid	Santé	Stijging/ Augmentation de 1,3%
Aantal toeristen	Nombre de touristes	Stijging/ Augmentation de 2,1% (4,75 millions)
Inkomsten van het toerisme	Revenus du tourisme	Gedaald met/ Réduction de 250 millions USD
Index van bezette kamers in de staatssector	Index des chambres occupées dans le secteur étatique	55%
Landbouwsector	Secteur agricole	Daling van/ Réduction de 4,9%
Suikerindustrie	Secteur du sucre	Daling van/ Réduction de 42,7%

Exportations et importations entre Cuba et la Belgique sur 10 ans

Valeur en millions EUR



Importations en Belgique depuis Cuba en 2018 (total de 24 millions euros)

Valeur en 1000 EUR



Exportations belges vers Cuba en 2018 (+ 82 millions euros / record de ces derniers 20 ans)

Valeur en 1000 EUR



Foires et salons 2019

FERIA CUBAGUA

Secteur de l'eau

<http://www.firacuba.com/>



19 au 22 mars

Convención Internacional Agrícola / Convention international Agricole

Ciencias Farmacéuticas y Alimentarias / Sciences
pharmaceutiques et alimentaires

<http://www.cubagricola.com>

08 au 12 avril

PACKGRAF

Les arts graphiques

PABEXPO, La Habana

<http://www.firacuba.com/>



09 au 11 avril

XXII Conferencia Iberoamericana de Software Engineering /

Ciencia y Tecnología / Science et Technologie

<http://www.cibsecuba2019.com>

22 au 26 avril

FITCUBA 2019

XXXIX Feria Internacional del Turismo /

Tourisme

<http://www.fitcuba.com/>



06 au 09 mai

II Convención de Comercio. Cuba 2019 /

Commerce

<http://www.convencioncomerciocuba.com>

13 au 17 mai

HOSTELCUBA

Foire internationale de l'hôtellerie et restauration

<http://www.firacuba.com/>

28 au 31 mai

FERIA INTERNACIONAL EXPOCARIBE

Multisectoriale

TEATRO HEREDIA, Santiago de Cuba

19 au 22 juin

**Feria Internacional de La Habana
FIHAV 2019**
Comercio / Commerce
Expocuba, La Habana



04 au 08 novembre
→ Les dates peuvent encore
changer

**X Encuentro Internacional: Comercio Exterior e
Inversión Extranjera.**
Comercio / Commerce
Hotel Nacional de Cuba

18 au 20 novembre

Editeur:

Service Economique et
Commercial
Hub.brussels / La Havane Cuba

Contact:

Embajada de Bélgica / Embassy
of Belgium
Calle 8 #309, entre 3ra y 5ta ave.
Miramar La Habana CUBA
Tel. : ** 53 7 204 46 87/88
Havana@hub.brussels

Responsable de la publication :

Jean-Serge R. Dias de Sousa
Attaché Economique et
Commercial

Mise en page et traduction néerlandaise :

Anouk Braet
Anoukbraet@gmail.com

Date de parution: Mars 2019

Sources:

- Banque Nationale de Belgique
- KREAB Cuba
- Grouplanner by SOLWAYS Cuba

© 2019– Hub.brussels

Clause de non-responsabilité :

Hub.brussels ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre qui est simplement d'informer

Les coordonnées (nom des institutions et entreprises, adresses, téléphones, emails,...) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec attention. Toutefois, Hub.brussels ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

